

HGGSP

Thème 1, Axe 2 – Avancées et reculs des démocraties

Jalon 1 – Cours p. 60

I. Avancées et limites de la démocratie aux États-Unis

A. Un modèle démocratique original

Aux États-Unis, la révolution de 1776 conduit à la mise en place, jusqu'au début du XIX^e siècle, d'une démocratie originale. Les premiers amendements à la Constitution de 1787 garantissent la séparation des pouvoirs et les libertés publiques (religieuse, d'expression...). Le pouvoir législatif de cette république fédérale est confié au **Congrès**. Lorsqu'en 1831, Alexis de Tocqueville, jeune magistrat français, se rend aux États-Unis, le **suffrage universel** masculin blanc est reconnu dans la plupart des États. L'alphabétisation précoce des populations et une presse puissante favorisent l'avènement d'une culture démocratique.

Le modèle présidentiel américain fait l'admiration de nombreux libéraux en France. Désigné au suffrage universel masculin indirect, à la fois chef d'État et chef du gouvernement, le président des États-Unis dispose de pouvoirs étendus mais bien encadrés ; il jouit d'un immense prestige. Séduit par ce modèle, Tocqueville, observateur attentif de la vie politique américaine, s'interroge cependant sur ses dangers. Il estime que, en étant rééligible, le président peut devenir « un instrument docile dans les mains de la majorité ».

B. La démocratie en question

À l'aspiration à l'égalité, Tocqueville oppose le risque de « tyrannie de la majorité ». Tocqueville se montre critique envers le modèle américain. Comme beaucoup de libéraux de son temps, il redoute que le principe d'égalité, moteur de la démocratisation des sociétés et des gouvernements, menace à terme les libertés. Selon lui, puisque le suffrage donne raison à la majorité, les groupes minoritaires, en devant s'incliner devant elle, peuvent en subir la tyrannie.

L'analyse de Tocqueville néglige certains aspects inégalitaires de la démocratie américaine, comme l'esclavage. Les États-Unis sont en effet une puissance esclavagiste dans laquelle les Afro-américains, esclaves ou libres, sont déclarés non citoyens en 1857 par un arrêt de la **Cour suprême**. Il faut attendre l'issue de la guerre de Sécession (1861-1865) pour que le Congrès adopte le 13^e **amendement** qui abolit l'esclavage, puis les 14^e et 15^e amendements portant sur les droits civils et le droit de vote des Afro-américains.

Les Indiens sont exclus de la démocratie américaine. Depuis la fin du XVIII^e siècle, l'expansion vers l'Ouest et la conquête de nouveaux territoires s'accompagnent de massacres et de déportations de ces populations que la **Cour suprême** qualifie en 1831 de « nations domestiques dépendantes » à qui la citoyenneté est refusée.

II. En France, une démocratisation difficile

A. Avènement et limites de la démocratie sous la Seconde République (1848-1851)

Inspirés par les modèles américain et britannique, les libéraux français sont pourtant fermement opposés à l'égalité politique. Selon eux, celle-ci peut en effet

conduire à la « dictature du nombre ». La Restauration et la monarchie de Juillet (1815-1848), qui tentent d'opérer un compromis entre la monarchie et les aspirations démocratiques de la société, sont marquées par leur influence. En établissant des **suffrages censitaires** resserrés (entre 100 000 et 240 000 électeurs), ces régimes maintiennent à bonne distance de la vie politique un peuple dont ils se méfient.

Sous la Seconde République, la démocratie connaît une succession

d'avancées et de reculs. Février 1848 marque une importante avancée démocratique avec l'adoption du suffrage universel masculin, la suppression de la peine de mort pour raison politique et l'abolition de l'esclavage. Rapidement toutefois, des divergences surgissent concernant la nature du nouveau régime. Parmi les Républicains, ceux qui voudraient voir triompher une démocratie sociale proposent par exemple d'inscrire dans la Constitution un « droit au travail ».

Tocqueville est un acteur de cette avancée démocratique de 1848, qu'il observe et critique dans le même temps. Opposant à la monarchie de Juillet, il est élu à l'Assemblée constituante en avril 1848 et devient membre de la Commission chargée de rédiger une nouvelle constitution. Effrayé par la révolution, il contribue à mettre en place un régime conservateur qui écrase l'insurrection de juin 1848. Tocqueville reconnaît la légitimité que le suffrage universel confère à Louis-Napoléon Bonaparte, élu président de la République en décembre 1848. En 1849, il est même ministre des Affaires étrangères. Mais récusant le principe de réélection du président de la République, il s'oppose à Louis-Napoléon Bonaparte et au coup d'État du 2 décembre 1851 qui met fin à la Seconde République.

B. Le Second Empire, un régime autoritaire (1852-1870)

Napoléon III fonde un régime politique inédit. Ce régime autoritaire combine suffrage universel et gouvernement de type dictatorial. Le suffrage universel masculin est en effet contrôlé par la pratique, antidémocratique, des candidatures officielles. L'originalité du régime tient surtout dans la volonté affichée par Napoléon III, qui cumule la plupart des pouvoirs, d'établir un lien direct entre sa personne et les Français (voyages en province avec bains de foule et **plébiscites**).

La démocratie progresse cependant durant la décennie 1860, qualifiée de libérale. Le délit de coalition, qui interdisait aux paysans et aux ouvriers de se rassembler, est abrogé en 1864. En 1868, une loi favorise la liberté de la presse et une autre autorise les réunions publiques. Par ailleurs, la vie parlementaire renaît progressivement, ce qui est l'une des caractéristiques majeures de la démocratie représentative.

Jalon 1, Étude p. 62 : L'inquiétude de Tocqueville : de la démocratie à la tyrannie ? Une analyse politique

Doc 1 p. 62 : Le modèle démocratie aux États-Unis

En Amérique, le peuple nomme celui qui fait la loi et celui qui l'exécute ; lui-même forme le jury qui punit les infractions à la loi. Non seulement les institutions sont démocratiques dans leur principe, mais encore dans tous leurs développements ; ainsi le peuple nomme *directement* ses représentants et les choisit en général *tous les ans*, afin de les tenir plus complètement dans sa dépendance. C'est donc réellement le peuple qui dirige, et quoique la forme du gouvernement soit représentative, il est évident que les opinions, les préjugés, les intérêts, et même les passions du peuple, ne peuvent trouver d'obstacles durables qui les empêchent de se produire dans la direction journalière de la société. Aux États-Unis, comme dans tous les pays où le peuple règne, c'est la majorité qui gouverne au nom du peuple.

Cette majorité se compose principalement des citoyens paisibles, qui, soit par goût, soit par intérêt, désirent sincèrement le bien du pays. Autour d'eux s'agitent sans cesse les partis, qui cherchent à les attirer dans leur sein et à s'en faire un appui.

Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, tome 2, partie 2, chap. 1,

1840.

Doc 2 p. 62 : Le risque de tyrannie en démocratie

Je regarde comme impie et détestable cette maxime, qu'en matière de gouvernement la majorité d'un peuple a le droit de tout faire, et pourtant je place dans les volontés de la majorité l'origine de tous les pouvoirs. Suis-je en contradiction avec moi-même ? [...] Qu'est-ce donc qu'une majorité prise collectivement, sinon un individu qui a des opinions et le plus souvent des intérêts contraires à un autre individu qu'on nomme la minorité ? Or, si vous admettez qu'un homme revêtu de la toute-puissance peut en abuser contre ses adversaires, pourquoi n'admettez-vous pas la même chose pour une majorité ? [...] Lors donc que je vois accorder le droit et la faculté de tout faire à une puissance quelconque, qu'on l'appelle peuple ou roi, démocratie ou aristocratie, je dis : là est le germe de la tyrannie, et je cherche à aller vivre sous d'autres lois. [...]

Supposez, au contraire, un corps législatif composé de telle manière qu'il représente la majorité, sans être nécessairement l'esclave de ses passions ; un pouvoir exécutif qui ait une force qui lui soit propre, et une puissance judiciaire indépendante des deux autres pouvoirs ; vous aurez encore un gouvernement démocratique, mais il n'y aura presque plus de chances pour la tyrannie.

Je ne dis pas que dans le temps actuel on fasse en Amérique un fréquent usage de la tyrannie, je dis qu'on n'y découvre point de garantie contre elle.

Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, tome 2, partie 2, chap. 7,

Paris, 1840.

Doc 3 p. 63 : Tocqueville et la démocratie américaine

Étant donné le milieu relativement restreint auquel appartenaient ses interlocuteurs – des juges, des diplomates, et surtout des avocats comme lui c'est-à-dire essentiellement « les riches et localement célèbres » – il n'est guère étonnant que Tocqueville se soit parfois trompé. Tocqueville semble ne pas avoir remarqué les artisans obligés de reprendre le statut d'ouvriers non qualifiés, ou les dockers immigrés, ou les noirs libres vivant aux marges de la société américaine. Il a croisé des Indiens d'Amérique expulsés des États de l'Est du pays sur le fameux Sentier des Larmes¹. Mais il n'en a pas tiré grand-chose, ne faisant pas la connexion entre cette expérience et ses propres réflexions sur le danger de la tyrannie de la majorité. En ce qui concerne l'esclavage, il s'est dépêché de traverser le Sud, ne prenant pas le temps de visiter une plantation. Il n'est pas étonnant qu'il n'ait vu que la classe moyenne en Amérique.

François Furstenberg, « Du voyage de Tocqueville en Amérique », Slate, 19 mai 2010.

1. Nom donné aux déportations très meurtrières d'Indiens dans les années 1830.

Doc 4 p. 63 : Une tyrannie acceptable

Le 23 juin 1848, 4 mois après la proclamation de la République, une insurrection de la misère éclate dans les quartiers ouvriers de Paris suite à la fermeture des ateliers nationaux¹. Les députés, dont Tocqueville, votent des mesures de répression.

L'insurrection fut de telle nature que toute transaction avec elle parut sur-le-champ impossible et qu'elle ne laissa, dès le premier moment, d'autre alternative que de la vaincre ou de périr. [...] [À l'Assemblée] il s'agissait de voter un décret qui mît Paris en état de siège² [...]. Je me levai contre [ce] paragraphe ; je le fis par instinct plus que par réflexion. J'ai naturellement un tel mépris et une si grande horreur pour la tyrannie militaire que ces sentiments se soulevèrent en tumulte dans mon cœur, quand j'entendis parler de l'état de siège, et dominèrent ceux mêmes que le péril faisait naître. En ceci, je fis une faute qui, fort heureusement, eut assez peu d'imitateurs. [...] [On dit que] les partisans du général Cavaignac³ avaient répandu à dessein des bruits sinistres afin de hâter le vote. Si ceux-ci ont, en effet, employé cette supercherie, je le leur pardonne volontiers, car les mesures qu'ils firent ainsi prendre étaient indispensables au salut du pays.

Alexis de Tocqueville, *Souvenirs*, chap. 9, 1893.

1. Ateliers ouverts par l'État en mars 1848 pour proposer du travail aux chômeurs parisiens.
2. Décision de placer une ville au pouvoir de l'armée. Les libertés sont suspendues.
3. Général à qui est confié le pouvoir pendant les jours de répression.

Jalon 2, Cours p. 64 : La difficile démocratisation de l'Amérique latine, des années 1960 aux années 1990

I. L'Amérique latine, terre de démocraties fragiles dans les années 1960

A. Un continent sous influence américaine

L'héritage de la doctrine Monroe (1823) est réactivé au temps de la guerre froide. Les États-Unis veulent à tout prix éviter que l'Amérique latine ne devienne communiste. Pour cela, Washington déploie une coopération militaire active : après le **traité de Rio** (1947), la conférence de Bogota (1948) crée l'**Organisation des États américains (OEA)**, consolidant les liens du continent américain.

Les États-Unis multiplient les plans d'aide au développement pour freiner la progression du communisme. En 1960, ils débloquent 500 millions de dollars pour le continent. Le président Kennedy lance « l'Alliance pour le progrès » en 1961, une aide de 20 milliards de dollars sur dix ans que Johnson porte à 3 milliards par an en 1967. Cette politique d'endiguement vise à empêcher toute nouvelle révolution de type cubain sur le continent.

B. Des régimes politiques instables

Des régimes qui se présentent comme des démocraties mais qui sont en réalité des dictatures se mettent en place en Amérique latine. C'est le cas au Nicaragua (où règne la famille Somoza) ou au Paraguay (Alfredo Stroessner). Les libertés y sont restreintes, les oppositions interdites, les politiques sociales limitées. Les *pronunciamientos* (coups d'État militaires) deviennent un mode courant d'accession au pouvoir.

Dans ce contexte, le Chili, l'Uruguay et le Costa Rica font figure d'exceptions démocratiques. Le Chili, malgré l'inflation et les difficultés sociales à la fin des années 1960, s'avère l'un des rares États à maintenir une tradition démocratique ininterrompue depuis 1932, sans pression directe de l'armée, pourtant partout puissante sur le continent.

II. Un continent en proie aux révolutions et aux dictatures militaires

A. Le continent des révolutions

Au terme d'une révolution, Fidel Castro s'empare du pouvoir à Cuba en 1959. Il met au pas l'Église catholique, procède à une **réforme agraire** et à des **nationalisations** qui s'exercent au détriment des capitaux étatsuniens. En avril 1961, 1 500 mercenaires anticastristes entraînés par la CIA échouent à reprendre l'île (débarquement de la baie des Cochons) ; Castro triomphe. L'**embargo** américain qui suit la « crise des fusées » en 1962 fait de l'île, alliée de l'URSS, le symbole de la résistance aux États-Unis.

Des révolutionnaires comme Ernesto Guevara tentent de déployer la révolution continentale : c'est l'ère du **foquisme**. Les fortes inégalités sociales et le mal développement favorisent la propagation de l'onde de choc de la révolution, qui touche le Venezuela et renforce les communistes du sud de la Colombie (les FARC naissent en 1966). Les guérillas se diffusent dans les Andes (Pérou, Bolivie où Guevara meurt en 1967) et en Amérique centrale.

B. La croisade anticommuniste légitime les pouvoirs autoritaires

La menace marxiste, surévaluée, favorise les politiques dites de « sécurité nationale ». Alors que le continent ne comptait plus que trois régimes militaires en

1960, les **coups d'État** se multiplient : on en dénombre 13 en 1973. Les États-Unis contribuent activement au renversement des démocraties, en soutenant par exemple des groupes de combattants, comme les **contras** du Nicaragua. C'est aussi le cas dans le Chili du socialiste Salvador Allende. Élu en 1970, contesté par la droite et débordé par une aile gauche radicale, Allende est renversé le 11 septembre 1973.

Des dictatures militaires implacables s'installent sur le continent pour une durée de 20 ans au Brésil, 17 ans au Chili, 12 ans en Uruguay. Certains pays ont connu différentes phases autoritaires, comme l'Argentine entre 1962 et 1983 : les militaires, qui déposent deux Présidents en 1962 et en 1966, permettent le retour de Juan Perón en 1973 avant de reprendre le pouvoir en 1976. Partout les pouvoirs conservateurs s'appuient sur les oligarchies, traquent les ennemis intérieurs et les éléments jugés subversifs.

III. De la dictature à la démocratie

A. Des dictatures pratiquant la répression

Les dictatures d'Amérique latine répriment particulièrement les intellectuels.

C'est le cas au Chili sous le régime d'Augusto Pinochet ou au Brésil après le putsch militaire de 1964. En Argentine, les quatre généraux qui se succèdent de 1976 à 1983 à la tête du pays livrent une lutte contre tous les éléments marxistes de la société. Les victimes se comptent par milliers (entre 10 000 et 30 000) jusqu'en 1983. La plupart du temps, les dictatures et « démocraties autoritaires » échouent à redresser la situation économique des États.

B. Le rétablissement des régimes démocratiques

L'échec économique des dictatures et la large mobilisation des sociétés civiles affaiblissent la légitimité des juntes. Dès le début des années 1980, cette situation permet le retour de la démocratie dans certains pays d'Amérique latine où elle avait disparu. Elle est ainsi rétablie en Argentine en 1983, au Brésil en 1985. Au Chili, le régime de Pinochet relâche la pression grâce aux grandes manifestations de rue (*protestas*). Celle du 18 novembre 1983 rassemble par exemple 500 000 personnes à Santiago. Les larges manifestations uruguayennes de 1983-1984 permettent également le retour à la démocratie.

En 1986, quatre États vivent encore sous une dictature (Panama, Chili, Paraguay, Haïti). Si des tensions politiques et sociales demeurent sur le continent, l'esprit démocratique, au fil des réformes, progresse partout : en 1990, la plupart des États sont devenus démocratiques.

Jalon 2, Étude p. 68 : Crises et fin de la démocratie : le Chili de 1970 à 1973

Doc 2 p. 68 : La nationalisation des mines de cuivre

La nécessité de mettre au service des énormes besoins du peuple la totalité de nos ressources économiques allait de pair avec la récupération pour le Chili de sa dignité. [...] Nous avons nationalisé le cuivre. Nous l'avons fait avec le vote à l'unanimité du Parlement, où les partis de gouvernement sont en minorité. Nous voulons que tout le monde comprenne clairement : nous n'avons pas confisqué les entreprises étrangères de l'industrie minière du cuivre. [...]

Ces mêmes entreprises, qui ont exploité le cuivre chilien pendant de nombreuses années, rien que pendant les 42 dernières années, ont empoché pendant ce laps de temps plus de 4 milliards de dollars, alors que leur investissement initial ne dépassait pas les 30 millions de dollars. Un seul exemple douloureux par contraste : il y a dans mon pays 700 000 enfants qui ne pourront jamais jouir de la vie dans des conditions humaines normales parce que dans les 8 premiers mois de leur existence, ils n'ont pas reçu la quantité élémentaire de protéines. 4 milliards de dollars transformeraient totalement ma patrie. Rien qu'une petite partie de cette somme assurerait pour toujours des protéines à tous les enfants de ma patrie.

Extraits du discours de S. Allende à l'Assemblée générale de l'ONU, 4 décembre 1972.

Doc 3 p. 68 : 1972, le début de l'épreuve de force

Tandis que le gouvernement d'Allende est contesté par l'extrême gauche qui lui reproche la timidité de ses mesures, ses opposants de droite organisent un grand mouvement de grève visant à la déstabilisation du régime.

Les hostilités commencent le 11 octobre, avec la grève illimitée proclamée par la corporation des transporteurs routiers [...]. Se joignent à cette « grève », dans les jours qui suivent, les commerçants de détail dès le 13 puis l'ordre des médecins, des architectes, des avocats ; les syndicats d'employés de banques et pratiquement toutes les associations de professionnels de « classe moyenne » [...]. Finalement les patrons des usines tentent à leur tour d'arrêter la production par des lock-out techniques et des provocations diverses destinées à entraîner des grèves.

Face à cette situation, le gouvernement procède à des réquisitions de camions, des réouvertures de commerce et des saisies de stocks. L'intervention de l'État dans une série de services et d'entreprises est décidée. Mais le caractère essentiel de la crise est donné par la mobilisation et l'organisation spontanée de la population dans les quartiers populaires et dans les entreprises. À partir du 15 octobre, les collectifs ouvriers prennent en main la production et organisent la sécurité contre les attentats terroristes qui se multiplient contre les installations.

Alain Joxe, *Le Chili sous Allende*, Gallimard, 1974.

Doc 5 p. 69 : Le rôle des États-Unis

Le concours matériel apporté par la CIA à l'organisation de l'assassinat fait désormais d'autant moins de doute que, [...] dans le film *Le dernier combat* de Salvador Allende, Paul Wimert, attaché militaire des États-Unis au moment des faits, confesse très tranquillement, dans une interview, avoir remis aux comploteurs armes et argent. [...]

Le Président Gérald Ford devait, pour sa part, vendre définitivement (en 1977) la mèche dans ce qui fut qualifié par le *New York Times* comme « la déclaration la plus malheureuse qu'ait jamais faite un chef d'État respectueux, en principe, de la loi ».

Non seulement reconnu-il explicitement la participation active de la CIA dans la chute d'Allende, mais encore revendiqua-t-il le droit de son pays à contribuer au renversement de gouvernements constitutionnels étrangers s'ils venaient à afficher des tendances jugées, par lui, inacceptables. Quitte à avoir recours à la corruption et à la violence. Selon M. Ford, ce qu'il appela « l'effort consenti par les États-Unis en faveur du Chili » était déterminé par la nécessité de protéger « les meilleurs intérêts américains ». Quand un journaliste lui demanda « En vertu de quel statut international les Américains s'arrogent-ils le droit d'attenter contre la stabilité du gouvernement d'un autre pays, surtout s'il est issu du libre suffrage ? », il lui fut répondu : « je ne vais pas entrer dans le débat, ni porter de jugement sur le droit international. C'est un fait reconnu, historiquement... de telles mesures on les prend toujours dans l'intérêt bien compris des pays concernés. »

Antoine Blanca, *Salvador Allende. L'autre 11 septembre*, éditions Bruno Leprince, 2003.

Jalon 3, Cours p. 70 : Les avancées démocratiques de l'Europe méditerranéenne dans les années 1970 et 1980

I. En Grèce, la démocratie renaît après la dictature des colonels

A. La Grèce des colonels

En Grèce, les militaires gouvernent implacablement le pays depuis qu'ils ont renversé la monarchie en 1967. Le colonel Georges Papadopoulos, premier ministre en 1972, proclame une **amnistie** en 1973 et annonce l'organisation d'élections et une constitution pour une « nouvelle république ».

Les étudiants mènent un mouvement de contestation pour un « nouvelle démocratie », avant d'être violemment réprimés en novembre 1973. Papadopoulos, sans soutien de la population, est renversé huit jours plus tard par un coup d'État organisé par les éléments les plus intransigeants de l'armée.

B. La crise chypriote emporte la dictature

La junte qui dirige le pays souhaite rattacher Chypre à la Grèce. Les colonels précipitent une crise internationale, déclenchant l'invasion du nord de l'île par la Turquie en juillet 1974. Le premier ministre Konstantínos Karamanlís, soutenu par les colonels, évite que la guerre n'éclate. Devenu l'homme fort du pays, soutenu par la population, il lance le processus de démocratisation qui mène à l'abolition de la monarchie et à la mise en place de la République en décembre 1974.

L'année 1975 accélère la démocratisation : les anciens colonels sont jugés, une constitution démocratique voit le jour et Karamanlís demande l'adhésion de son pays à la **CEE**, qui sera effective en 1981.

II. Au Portugal, le pays tourne la page salazariste

A. La révolution des Œillets abat un régime vieux de quarante-huit ans

En 1968, le vieux dictateur Salazar est destitué au profit de Caetano, qui peine à libéraliser le régime. L'impasse de la politique coloniale portugaise, les guerres en Angola et au Mozambique nourrissent l'opposition, particulièrement virulente dans les milieux étudiants.

Un mouvement d'officiers contestataires enclenche la révolution dans la nuit du 24 au 25 avril 1974. Ce mouvement est appuyé par António de Spínola et Costa Gomes, deux généraux souhaitant mettre un terme aux guerres africaines. Acclamé par la population, le Mouvement des forces armées (MFA) porte la « révolution des Œillets », ainsi nommée car les soldats plantent une fleur au bout de leur fusil. La « Junta de salut national », composée de militaires et présidée par Spínola, forme un gouvernement en mai. La censure est abolie, la police politique dissoute, les libertés politiques sont rétablies. Les opposants reviennent, les prisonniers politiques sont libérés, les partis qui avaient incarné la résistance à Salazar renaissent.

B. Les progrès de la démocratie

Les élections d'avril 1975, remportées par les socialistes, constituent une étape importante dans l'enracinement de la vie démocratique. Cependant, l'avenir politique du Portugal apparaît incertain. Un mois avant les élections, le général Spínola avait tenté un coup d'État. Parallèlement l'extrême-gauche, qui souhaite construire une république populaire, se radicalise. Durant l'été 1975, le Portugal est au bord de la guerre civile sans que l'on sache quels seront les forces et les acteurs politiques capables de s'imposer.

La Constitution, qui établit un régime semi-présidentiel, est approuvée le 2 avril 1976. En juin 1976, le général Eanes, modéré, est élu président de la République et réélu en 1980. De nombreuses mesures permettant d'ancrer durablement la démocratie : le droit de vote des femmes, le droit au divorce, les allocations de vieillesse et de chômage, le salaire minimum, le droit de grève et les congés payés. Des difficultés économiques persistent mais l'admission dans la CEE, demandée dès 1977 par le Premier ministre Mário Soares et acquise en 1986, permet de moderniser le Portugal. Sous le gouvernement d'Anibal Cavaco Silva, entre 1985 et 1995, le développement du pays est soutenu.

III. L'Espagne sort de la dictature de Franco

A. Juan Carlos et les derniers feux du régime de Franco

Le franquisme, qui résistait à toute modernisation, disparaît avec le décès de Franco en novembre 1975. Préparé pour la succession, le roi Juan Carlos se saisit du pouvoir en espérant faire de l'Espagne une monarchie constitutionnelle moderne et démocratique. Le souverain obtient la démission, en juillet 1976, du Premier ministre Carlos Arias Navarro. Lui succède un franquiste plus jeune et réformateur, Adolfo Suarez.

La légalisation du parti communiste et la restauration de la liberté syndicale constituent un fort signal d'ouverture. Le roi inquiète les conservateurs mais les militaires lui restent fidèles ; une demande d'adhésion au **Marché commun** est déposée et une constitution démocratique est adoptée en décembre 1978. En 1981, Juan Carlos déjoue le putsch du colonel Tejero. Une fois ce danger écarté, le processus de démocratisation de la société s'avère irréversible.

B. L'ère de la consolidation démocratique

Alors que le franquisme avait bénéficié d'un contexte de croissance

économique, la transition démocratique est marquée par le chômage et l'inflation.

La vie politique se bipolarise : les socialistes de Felipe Gonzalez, au pouvoir à partir de 1982, s'opposent à la droite de l'Alliance populaire. Un consensus national se renforce cependant autour des institutions.

La résurgence des revendications autonomistes fragilise le pays. Le terrorisme basque, avec l'**ETA**, devient le principal problème de l'Espagne. Parallèlement, son entrée dans la CEE en 1986 est vue comme un moyen de consolider et d'élargir le processus démocratique.

Jalon 3, Étude p. 72 : De la révolution des Œillets à l'entrée dans l'Union européenne : la démocratisation du Portugal (1974-1986)

Doc 2 p. 72 : Manifeste des SUV (Les Soldats unis vaincront) du 9 octobre 1975

L'armée, à l'origine de la révolution en 1974, se divise fortement en 1975. Elle compte en son sein des cellules et des groupes révolutionnaires, parmi lesquels le SUV.

1. Les Soldats unis vaincront (SUV) sont un front unitaire anticapitaliste et anti-impérialiste qui surgit au moment où la réaction fasciste se réorganise en profitant [...] de la politique des gouvernements qui n'ont pas su ni voulu soutenir les justes revendications des ouvriers et des paysans dont, nous, soldats, nous faisons partie.

2. Considérant que nous avons déjà [...] cédé face à la bourgeoisie, notamment en nous alliant avec le MFA, mouvement d'officiers des forces armées [ce qui] nous a valu non seulement l'éloignement et l'hostilité de couches importantes de la population (en particulier de nos frères paysans) mais aussi la démoralisation et l'endormissement de nombreux combattants de nos rangs face à l'offensive réactionnaire à l'intérieur et à l'extérieur des casernes. Les SUV se proposent de mener une offensive autonome revêtant un caractère de classe. [...]

3. Les Soldats unis vaincront (SUV) luttent aux côtés de tous les travailleurs en vue de préparer les conditions permettant la destruction de l'armée bourgeoise et la création du bras armé, le pouvoir des travailleurs : l'armée populaire révolutionnaire.

TOUJOURS DU CÔTÉ DU PEUPLE EST NOTRE DEVISE !

OUVRIERS, PAYSANS, SOLDATS ET MARINS UNIS NOUS VAINCRONS !

Dans Raquel Varela, *Un peuple en révolution*. Portugal 1974-1975, traduit du portugais par Hélène Melo, Agone, 2018.

Doc 3 p. 73 : Le défi de l'adhésion à la CEE

Défi pour le Portugal tout d'abord [l'adhésion aux Communautés], car nous n'ignorons point ni nos faiblesses ni nos difficultés présentes. Défi ensuite pour l'Europe, car en frappant à sa porte nous avons le sentiment d'exprimer le sens et la dimension européenne des changements politiques et sociaux survenus ou en train de survenir dans l'Europe du Sud. Ignorer cette réalité nouvelle ne ferait qu'élargir l'écart qui sépare encore, en termes économiques, cette Europe du Sud de l'Europe du Nord, avec tous les dangers de désintégration et de rupture pour toute l'Europe que cela ne manquerait pas d'entraîner à la longue. [...] Nous entreprenons notre démarche européenne avec la pleine conscience de nos responsabilités et notre choix n'exclut nullement le sens des réalités [...]. L'ensemble des mesures d'austérité et de récupération économique et financière que mon gouvernement vient de prendre montrent notre volonté de mener de front nos propres efforts de redressement intérieur lesquels devront aller de pair avec la définition d'un programme intégré de développement et de coopération avec la Communauté. Par des orientations précises et avec des échéances de réalisation prévues dans l'optique de la grande option européenne, ce programme devra constituer une action approfondie parallèle au déroulement des négociations d'adhésion elles-mêmes. En plus et venant s'y ajouter, des modalités de coopération politique pourront être envisagées et étudiées en vue d'imprimer à toutes ces actions une juste orientation. [...]

Discours de Mário Soares, Premier ministre portugais, devant la Commission européenne (Bruxelles), 11 mars 1977.

Doc 5 p. 73 : Une démocratie européenne

Ce n'est qu'à partir du début des années 1980 que cette démocratie européenne a pu pleinement s'épanouir, avec la fin de la dualité des pouvoirs entre civils et militaires (révision constitutionnelle de 1982 entérinant la disparition du Conseil de la Révolution), l'élection, pour la première fois depuis plus de soixante ans, d'un civil comme Président de la République (Mário Soares en février 1986, 1991) et l'entrée dans la Communauté européenne, le 1^{er} janvier 1986. [...]

Le régime devient progressivement parlementaire dans les années 1980, suite à la révision constitutionnelle de 1982. L'Assemblée de la République, chambre unique du Parlement portugais qui compte aujourd'hui 230 députés (contre 250 en 1976), élus pour quatre ans au scrutin proportionnel, se replace au centre du dispositif institutionnel.

Yves Léonard, *Histoire du Portugal contemporain, de 1890 à nos jours*,

Chandeigne, 2021 (3^e éd.).

Jalon 3, Étude p. 74 : La transition démocratique espagnole, de la mort de Franco à l'adhésion à l'UE (1975-1986)

Doc 1 p. 74 : « L'Espagne demain »

L'interminable agonie du général Franco a pris fin. Une longue, bien longue, page de l'histoire de l'Espagne se trouve tournée. Un homme est mort, un homme qui a pris au cours de son existence de bien lourdes responsabilités. [...]

Mais comment ne pas s'inquiéter de l'avenir de l'Espagne. Voici un peuple qui quarante ans après la fin de la plus atroce des guerres civiles – et les atrocités furent ô combien partagées – se retrouve sans celui qui l'a dirigé d'une main de fer. Celui qui a dicté sa loi, tranché, jouant habilement (ou cyniquement si l'on veut) des uns contre les autres.

Certes la succession a théoriquement été réglée. Mais quelle sera l'autorité de Juan Carlos, le roi d'Espagne désigné par Franco ? Contesté, il l'est, semble-t-il, non seulement par les opposants au régime mais parmi les piliers de celui-ci : ils le soupçonnent d'être favorable à une certaine libéralisation dont ils ne veulent à aucun prix. Par quel moyen ce roi presque inconnu – peut-être méconnu – parviendra-t-il à rassembler ce peuple où, tragiquement, malgré des progrès économiques et sociaux incontestables, il y a toujours aujourd'hui des vainqueurs et des vaincus, ceux de la guerre civile ?

Monarque absolu, Franco l'a été. Juan Carlos ne saurait l'être. Franco mort, rien ne peut plus être comme avant. Qui ne souhaiterait que l'Espagne qui en a longtemps été privée connaisse enfin la liberté ? Qui ne souhaiterait que le peuple espagnol puisse enfin s'exprimer démocratiquement sur son avenir ? [...]

Éditorial d'André Géraud, *La Croix*, 21 novembre 1975.

Doc 3 p. 75 : Extraits de la Constitution du 27 décembre 1978

Article premier

1. L'Espagne constitue un État de droit, social et démocratique, qui défend comme valeurs suprêmes de son ordre juridique la liberté, la justice, l'égalité et le pluralisme politique.

2. La souveraineté nationale appartient au peuple espagnol, dont émanent les pouvoirs de l'État.

3. La forme politique de l'État espagnol est la monarchie parlementaire.

Article 2

La Constitution [...] reconnaît et garantit le droit à l'autonomie des nationalités et des régions qui la composent et la solidarité entre elles. [...]

Article 6

Les partis politiques traduisent le pluralisme politique, concourent à la formation et à la manifestation de la volonté populaire [...]. Ils se constituent et exercent leur activité librement dans le respect de la Constitution et de la loi. Leur structure interne et leur fonctionnement doivent être démocratiques.

Article 7

Les syndicats de travailleurs et les associations patronales contribuent à la défense et à la promotion des intérêts économiques et sociaux qui leur sont propres. Ils se constituent et exercent leur activité librement dans le respect de la Constitution et de la loi. Leur structure interne et leur fonctionnement doivent être démocratiques. [...]

Article 10

1. La dignité de la personne, les droits inviolables qui lui sont inhérents, le libre développement de la personnalité, le respect de la loi et des droits d'autrui constituent le fondement de l'ordre politique et de la paix sociale. [...]

Doc 5 p. 75 : L'adhésion de l'Espagne à la CEE

En apposant nos signatures au bas du traité d'adhésion aux Communautés européennes, nous avons posé un jalon fondamental permettant à la fois d'achever l'unité de notre vieux continent et de surmonter l'isolement séculaire de l'Espagne.

Nous contribuons à la matérialisation des objectifs du préambule du traité de Rome dans lequel les fondateurs de la Communauté ont déclaré leur intention de consolider la défense de la paix et de la liberté et, pour ce faire, ont invité les autres peuples de l'Europe à partager leur idéal en s'associant à leur effort. [...]

Nous manifestons ainsi, dès les premiers moments, que notre adhésion à l'Europe communautaire était une question d'État car elle traduisait le désir unanime des citoyens espagnols pour qui l'intégration de l'Espagne en Europe représentait une identification avec les idéaux de liberté, de progrès et de démocratie.

C'est une nation entière qui récupère le sens de son histoire, conjuguant ainsi l'héritage du passé et l'évidence d'appartenir à l'Europe avec la réalité présente de faire partie des institutions européennes, tout d'abord au conseil de l'Europe et maintenant dans la Communauté.

Discours de Felipe Gonzales, Président du gouvernement d'Espagne, 12 juin

1985.

Points de vue p. 76 : Le populisme est-il une forme de démocratie ?

Doc 1 p. 76 : Plusieurs regards sur une notion

Le trait commun à tous les mouvements qualifiés de populistes est sans doute leur caractère anti-élites. [...] Trois approches permettent de saisir la spécificité de cette défiance vis-à-vis des élites [...] :

- Le politiste néerlandais Cas Mudde insiste sur le fait que le populisme au sens strict développe une vision organique d'une société divisée en deux camps homogènes et antagonistes : le « peuple pur » et « l'élite corrompue », qui devient dès lors « l'Ennemi ».

- D'autres comme le politiste allemand Jan-Werner Müller insistent davantage sur le refus du pluralisme. Fondamentalement, le populisme est la revendication politico-morale d'un monopole de la représentation populaire. Les populistes prétendent être les seuls à représenter le « vrai peuple », uni par définition, et tous ceux qui s'opposent à eux se voient automatiquement délégitimés par ce simple fait [...]. C'est à cause de cette polarisation fondamentalement asymétrique – les élites étant considérées comme juge (les médias, la justice) et partie (le gouvernement, les milieux d'affaires) - que le populisme en vient à nouer, voire à assumer, des liens troubles avec la manipulation de l'information ou le conspirationnisme.

- D'autres pointent enfin la méfiance profonde envers tout mécanisme de médiation [...] considéré comme susceptible de diluer ou de distordre la volonté et l'expression du peuple. [...] D'où le rapport éminemment problématique des populismes envers la démocratie parlementaire, mais aussi pour la construction du compromis, et

l'attraction pour des formes plus personnelles, et souvent autoritaires, de l'exercice du pouvoir.

Ministère des Affaires étrangères français, *Retour sur les populismes*, note de 2019.

Doc 2 p. 76 : Un chef d'État populiste : Hugo Chavez

Discours d'Hugo Chavez au soir du 6 décembre 1998, après sa victoire à l'élection présidentielle.

« Chers amis, chers compatriotes, aujourd'hui est un jour d'histoire. Moi, vous savez que je suis un soldat. C'est ce que je suis. Et maintenant, en tant que président du Venezuela, mon statut ne changera pas du tout : Soldat d'un peuple ! Homme d'un peuple ! Combattant d'un peuple ! Prêt à tout pour un peuple.

Ce soir, il est minuit, le 6 décembre 1998, et aujourd'hui, le 7 décembre, quand le soleil se lèvera dans quelques heures, l'aube se lèvera, la naissance du Venezuela sera annoncée, la naissance d'une nouvelle patrie. [...]

Dans la recherche d'une paix véritable, d'une démocratie véritable et de la justice.

Je suis ici aujourd'hui pour remercier Dieu, et je suis ici pour vous remercier. Je l'ai toujours dit.

Moi, Hugo Chávez Frías, je ne m'appartiens pas.

Tout mon être vous appartient, à vous, au peuple vénézuélien.

Et ici, avec ma femme, avec mes enfants, avec mes parents, avec mes amis dans la vie, ici je viens m'agenouiller devant vous.

Je viens me livrer à vous. Vous êtes les propriétaires du Venezuela de demain ! »

CRIS DU PEUPLE :

CHAVEZ, MON AMI, LE PEUPLE EST AVEC TOI !

CHAVEZ, MON AMI, LE PEUPLE EST AVEC TOI !

Doc 3 p. 77 : Le populisme en Europe, l'exemple hongros

Plusieurs élections clés se sont déroulées ou se dérouleront en 2024 et leurs enjeux sont d'autant plus élevés que nous assistons à une montée en puissance de la droite populiste. [...] En France, les résultats de ce vote ont poussé Emmanuel Macron à dissoudre l'Assemblée nationale et à convoquer des élections législatives anticipées, où le Rassemblement national a obtenu 125 députés. [...] Le succès électoral de ces partis est une chose, mais leur maintien au pouvoir en est une autre. Toutefois, en Hongrie, avec le premier ministre Viktor Orban, les populistes d'aujourd'hui disposent d'un exemple concret de la manière dont ils peuvent asseoir leur influence à long terme.

M. Orban est premier ministre de la Hongrie, avec une majorité constitutionnelle, depuis quatorze ans. Il dispose donc de tous les leviers pour remodeler le pays. Et son mandat au sommet du système politique en dit long sur la façon dont les institutions démocratiques peuvent devenir vulnérables aux stratégies populistes.

Pour réussir, un populiste doit posséder certaines caractéristiques essentielles : le charisme et un discours simpliste mêlant orgueil national et défense du pays contre de prétendues menaces extérieures. Mais il doit aussi disposer d'un savoir-faire pour construire les infrastructures politiques [...].

Le succès de M. Orban repose en grande partie sur la mise en place d'un nouveau cadre de ce genre. L'État repose désormais sur des relations personnelles. En Hongrie, aujourd'hui, toutes les grandes institutions sont dirigées par des individus choisis par le premier ministre. [...]

La subversion de la démocratie hongroise par M. Orban en un peu plus d'une décennie témoigne de l'ampleur du risque de voir la démocratie pervertie. [...]

Tribune de Tibor Dessewffy, membre du Conseil européen pour les relations internationales, *Le Monde*, 22 octobre 2024.

Synthèse p. 78

I. Avancées et limites des démocraties aux États-Unis et en France au XIX^e siècle

Dans *De la démocratie en Amérique* (1835), l'écrivain et homme politique français Alexis de Tocqueville, précurseur des sciences politiques, analyse avec minutie le modèle démocratique américain. Selon lui, la démocratie porte en elle un risque majeur, celui de limiter les libertés, ce qui pourrait conduire à une « tyrannie de la majorité ». Ses analyses s'inscrivent dans un contexte où se multiplient les réflexions sur la meilleure forme de gouvernement que pourrait adopter la France, un État tiraillé entre monarchie, tentation du conservatisme, poussée du libéralisme et soif de démocratie. La place du peuple et le poids du plus grand nombre, la question de la représentativité en politique sont des questions qui traversent non seulement la France mais aussi toute l'Europe du premier XIX^e siècle.

Après la révolution de 1789, la France connaît une longue période de transformation démocratique, mais celle-ci est marquée par des réticences et des résistances. Le souvenir révolutionnaire conduit les libéraux, sous les monarchies censitaires, à se méfier de l'égalité démocratique. L'expérience républicaine de 1848, fondée sur le suffrage universel masculin, est rapidement mise en échec avec l'élection de Louis Napoléon Bonaparte à la présidence. Celui-ci se fait élire puis procède à un coup d'État en 1851 avant de restaurer l'Empire. Après la défaite de Sedan en 1870, la Troisième République est proclamée, mais si les libertés publiques progressent et que la démocratie commence à s'enraciner, les femmes et les populations coloniales restent exclues du suffrage. La démocratie reste ainsi incomplète et marquée par de profondes inégalités.

II. L'Amérique latine des années 1960 aux années 1990 : les aléas de la démocratie

Dans les années 1960, la démocratie est une construction fragile en Amérique latine. Les armées dominent la vie politique du continent, où la peur d'une expansion du socialisme, alimentée par la Guerre froide, légitime de nombreux coups d'État militaires. Des régimes autoritaires, souvent soutenus par les États-Unis, s'imposent avec brutalité, comme au Pérou, en Bolivie, en Argentine ou au Chili.

En septembre 1970, au terme d'élections libres, le socialiste Salvador Allende est élu président de la République du Chili. Très vite, il doit faire face à de nombreuses oppositions internes (celles de la gauche radicale, de la droite nationaliste conservatrice et de l'armée) et externes (les États-Unis veulent garder la main sur les ressources du sous-sol de ce riche pays d'Amérique latine). Le 11 septembre 1973, un coup d'État orchestré par le général Pinochet renverse le régime de Salvador Allende, qui meurt lors de la prise du palais présidentiel. La parenthèse démocratique se referme tandis que se met en place un régime de type dictatorial qui durera jusqu'en 1990.

Cependant, l'échec économique et la montée des mouvements populaires au sein des sociétés civiles affaiblissent les dictatures et ouvrent la voie à la réintroduction de régimes démocratiques. Dès le début des années 1980, plusieurs pays connaissent une transition démocratique : l'Argentine retrouve la démocratie en 1983, suivie du Brésil en 1985 et du Chili en 1989, après un long processus de transition et de négociations. Ces rétablissements démocratiques sont souvent le fruit de luttes sociales et de pressions internationales.

III. La fin des dictatures en Europe méditerranéenne

En Grèce, la chute de la dictature des colonels conduit à un processus de démocratisation impulsé par Constantin Karamanlis. En 1974, la Grèce devient une république, et ce processus est confirmé par son adhésion à la Communauté économique européenne (CEE) en 1981, qui marque l'aboutissement de la transition démocratique.

Le Portugal voit la fin du régime autoritaire Salazar avec la révolution des Œillets, déclenchée le 25 avril 1974. Cette révolution pacifique ouvre un débat sur le type de démocratie à adopter, opposant les partisans d'une démocratie populaire à ceux favorisant une démocratie libérale et représentative. En 1975, les derniers partisans d'un régime autoritaire sont évincés et la démocratie représentative s'impose, avec la consolidation du multipartisme qui conduit à l'adhésion à la CEE en 1986.

En Espagne, après la mort du dictateur Francisco Franco en novembre 1975, le pays entame sa transition vers la démocratie. Le roi Juan Carlos joue un rôle central dans cette transformation, faisant de l'Espagne une monarchie constitutionnelle où le souverain n'est plus qu'un garant symbolique de la loi. Cette transition se déroule au début des années 1980, en dépit des difficultés économiques. L'Espagne rejoint la CEE en 1986, parachevant ainsi ce processus de démocratisation.